

Les lettres d'actualité – Etats-Unis

Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2018-47

Par David Krembel et Jérôme Vouland

Le 7 décembre 2018

SOMMAIRE

ÉCOLOGIE - CLIMAT

- Au G20, les États-Unis réitèrent leur décision de quitter l'accord de Paris
- Des ONG climat critiquent la réaction du Président Trump aux événements de Paris
- L'EPA assouplit les limites d'émissions des nouvelles centrales thermiques au charbon

TRANSPORT

- La TSA dévoile sa stratégie cybersécurité
- Waymo lance son service commercial de taxi autonome Waymo One
- Le Président Trump promulgue le Coast Guard authorization Act of 2018

ÉNERGIE

- La Ville de Washington augmente ses objectifs sur les énergies renouvelables
- La consommation de charbon au plus bas depuis 39 ans
- Des multinationales américaines à la recherche de nouvelles opportunités sur les énergies renouvelables en Europe

AGENDA

- 8 décembre : [événement](#) "From Knowledge to Ocean acidification Action" à la COP24 organisé par l'Alliance internationale pour la lutte contre l'acidification des océans
- 12 décembre : sortie dans les salles américaines du [documentaire](#) « Paris to Pittsburg » de Bloomberg Philanthropies, distribué par le National Geographic
- 13 décembre: *Technology 202: a discussion about the intersection of technology, mobility and the future of cities*, événement organisé par [The Washington Post](#)

ÉCOLOGIE - CLIMAT

Au G20, les États-Unis réitèrent leur décision de quitter l'accord de Paris

« Les États-Unis réitèrent leur décision de se retirer de l'Accord de Paris et réaffirment leur ferme attachement à la croissance économique, à l'accès à l'énergie et à la sécurité, en utilisant toutes les sources d'énergie et les technologies, tout en protégeant l'environnement », indique le [communiqué final](#) du G20 qui s'est achevé le 1^{er} décembre à Buenos Aires, alors que tous les autres leaders du G20, à l'exception du Président, Trump, se sont engagés à "réaffirmer l'irréversibilité de l'Accord de Paris et à sa mise en œuvre intégrale [...]".

Des ONG climat critiquent la réaction du Président Trump aux événements de Paris

Les promoteurs d'une taxe carbone réfutent [le lien](#) fait par le Président Trump entre le mouvement des « gilets jaunes » en France et sa décision de quitter l'Accord de Paris, estimant qu'il est injuste de tirer des conclusions hâtives à la suite des troubles survenus en France sur les nouvelles taxes sur le carburant. « Il existe de nombreuses façons de structurer une taxe sur le carbone, ce qui éviterait de tels problèmes », a déclaré Jerry Taylor, président du [Niskanen Center](#), un think tank libertarien. « La résistance du public à la hausse des prix des combustibles fossiles, comme celle observée récemment en France, peut être surmontée en reversant les revenus aux ménages » [a estimé](#) pour sa part le [Citizens Climate Lobby](#), un sentiment partagé par le [Climate Leadership Council](#) ; « L'expérience parisienne réaffirme l'importance de redistribuer directement les recettes de la taxe carbone au public américain », selon son vice-président Greg Bertelsen. Toutefois, *Americans for Tax Reform* [considère](#) dans un éditorial du 3 décembre du *Wall Street Journal* que les événements français illustrent une opposition plus large au niveau international à la tarification du carbone, et rappelle que les électeurs de l'État de Washington se sont opposés en novembre dernier à une initiative visant à instaurer une taxe carbone ([E&E news](#) 5 décembre).

Séisme en Alaska : dégâts limités grâce aux normes de constructions renforcées

Le séisme de magnitude 7,0 qui a secoué le 30 novembre Anchorage, la plus grande ville de l'Alaska, a sévèrement endommagé des routes et des bretelles d'autoroute, mais n'a causé aucun dégât catastrophique généralisé et aucun immeuble ne s'est effondré. Cet impact limité s'explique par

l'adoption de normes de construction renforcées à la suite d'un séisme dévastateur survenu en 1964. L'État impose l'application du code international de la construction qui nécessite que les bâtiments soient conçus pour résister aux mouvements possibles du sol, déterminés par la localisation et l'historique des séismes. L'épicentre du séisme était situé à environ 11 km au nord d'Anchorage, qui compte environ 300 000 habitants ([AP news](#), 1^{er} décembre).

Oregon : les écologistes saisissent la justice sur l'acidification des océans

Le *Center for Biological Diversity* (CDB) a engagé le 27 novembre [une action](#) en justice, estimant que l'inaction de l'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) concernant la reconnaissance de l'impact de l'acidification de l'océan au large des côtes de l'Oregon, constitue une violation de la loi sur l'eau « *Clean Water Act* ». Cette reconnaissance ouvrirait la voie à un contrôle de la pollution plus strict et à d'autres mesures de protection. L'acidification se produit lorsque le dioxyde de carbone de l'atmosphère se dissout dans l'eau de mer et abaisse le niveau de pH de l'océan. Les eaux de ruissellement polluées contribuent également à accroître l'acidité. Le phénomène affecte déjà les parcs à huîtres de l'Oregon, indique le CBD, et devrait empirer à la suite du changement climatique. L'EPA avait sollicité en 2016 des informations auprès de l'État sur l'impact de l'acidification sur les eaux côtières. L'agence n'a pas encore finalisé son évaluation. Les plaignants estiment ce délai déraisonnable et demandent à la justice d'ordonner à l'EPA de conclure ses travaux ([Courthouse News](#), 27 novembre).

L'EPA assouplit les limites d'émissions des nouvelles centrales thermiques au charbon

L'EPA [a proposé](#) le 6 décembre de relever de plus de 35% le seuil des émissions de CO₂ pour les nouvelles centrales thermiques à charbon ou les installations modifiées. Les normes actuelles adoptées sous l'administration Obama auraient imposé l'installation de systèmes de capture et de stockage du carbone qui ne sont pas commercialement viables.

Le chiffre de la semaine : 72 milliards de l

Il s'agit de l'obligation d'incorporation de biocarburants arrêtée par l'EPA au titre de l'année 2019, en hausse de 3% par rapport à 2018, mais près de 30% sous l'objectif prévu par l'*Energy and Independence and Security Act* de 2007. ([EIA](#), 6 décembre).

TRANSPORT

« Cybersecurity Roadmap » de la TSA

La *Transportation Security Administration* (TSA) a [publié](#) le 4 décembre sa "feuille de route cybersécurité" qui définit ses priorités et objectifs en matière de protection de ses données et des informations passagers contre des attaques cyber, et complète la stratégie plus vaste présentée plus tôt cette année par le *Department of Homeland Security* (DHS). L'administrateur de la TSA, David Pekoske, indique que ce nouveau plan cybersécurité contribuera à mieux protéger les données des passagers recueillies aux points de contrôle des aéroports et dans le cadre du programme PreCheck.

Waymo lance son service commercial de taxi autonome Waymo One

Waymo, filiale d'Alphabet, la maison mère de Google, a [lancé](#) le 5 décembre le service commercial et payant « Waymo One » de *ride-hailing* dans une partie de la banlieue de Phoenix en Arizona et opéré par des véhicules autonomes, avec un opérateur de sécurité derrière le volant. Le service, s'apparentant aux services Uber ou Lyft, sera réservé dans un premier temps à quelques centaines d'utilisateurs faisant partie du pool de *Early Riders* testant les véhicules autonomes de Waymo depuis plus d'un an en Arizona. Le CEO de Waymo, John Krafcik, indique qu'avec le temps, le service « Waymo One » devrait être offert à un public plus large. ([The Hill](#))

Les tarifs renchérissent les projets d'infrastructure

Les droits de douanes additionnels sur l'acier et l'aluminium mis en place depuis mars par l'administration ont entraîné une hausse des coûts de plusieurs projets d'infrastructures dans différents Etats rapporte [Bloomberg](#) le 4 décembre. Les données du *US Department of Labor* indiquent une augmentation à deux chiffres des prix des produits sidérurgiques et des autres matériaux de construction au cours de l'année écoulée. Le prix de la bobine laminée à chaud, la référence de l'acier américain, a augmenté de 20% en 2018, principalement en raison des tarifs douaniers.

Le Coast Guard authorization Act of 2018 est signé

Le président Trump a signé le 4 décembre le Coast Guard Authorization Act de 2018, [voté](#) la semaine dernière par le Sénat et la Chambre. Le texte octroie 10 Mds\$ à la garde-côte américaine. Il intègre également une version amendée du *Vessel Incidental Discharge Act* (VIDA), texte particulièrement attendu par les

armateurs, qui simplifie et uniformise les standards nationaux pour les décharges accidentelles des navires, dont les eaux de ballast en confiant la responsabilité à l'*Environmental Protection Administration* (EPA) de réglementer ces décharges, et à l'*US Coast Guard* le soin de les contrôler.

Accord de ciel ouvert US-UK post Brexit

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont conclu mercredi 28 novembre des négociations sur un accord concernant le service aérien entre les deux pays après la séparation du Royaume-Uni de l'Union européenne, selon un [communiqué](#) du département d'Etat américain. Le gouvernement britannique a déclaré que le nouvel accord Open Skies garantira que les avions « en provenance du Royaume-Uni continueront à bénéficier du même accès aux États-Unis » rapporte [Politico](#). Les négociateurs devront encore définir le mécanisme permettant au Royaume-Uni de continuer à bénéficier de l'accord de ciel ouvert US-UE pendant la période de transition du Brexit. Conformément au projet d'accord de retrait convenu par les négociateurs du Brexit, le Royaume-Uni et l'UE souhaitent que le Royaume-Uni soit traité comme un pays de l'UE pendant la durée de la période de transition proposée pour le Brexit.

NYC fixe un salaire horaire minimum pour les chauffeurs VTC

La commission des taxis et limousine de la ville de New York a [voté](#) le 4 décembre en faveur d'un salaire horaire minimum de 17,22\$ pour les chauffeurs travaillant pour les plateformes type Uber ou Lyft. La commission estime que ce salaire minimum devrait permettre d'augmenter de 9600\$ par an les revenus des chauffeurs.

Le chiffre de la semaine : 15 000

Il s'agit du nombre d'emplois que le constructeur automobile GM prévoit de supprimer aux Etats-Unis et au Canada d'ici fin 2020 ([The Hill](#)). Il a également annoncé la fermeture de 5 de ses sites de production dans le Michigan, l'Ohio, l'Ontario, et le Maryland. GM souhaite réduire ses coûts de 6 Mds\$ d'ici 2020, en supprimant 15% de ses postes d'ouvriers et 25% de ses cadres, pour pouvoir investir dans les véhicules autonomes et électriques. Plusieurs modèles de berlines, moins plébiscités que les SUV et pick-up trucks par les consommateurs américains, seront arrêtés.

ÉNERGIE

La Ville de Washington augmente ses objectifs sur les énergies renouvelables

Le District fédéral de Columbia a approuvé à l'unanimité [un projet de loi](#) ambitieux sur les changements climatiques. Le "*Clean Energy DC Act*" prévoit que 50% de l'électricité distribuée à Washington provienne de sources renouvelables d'ici 2032. Cette proposition regroupe un ensemble de mesures qui réduiraient les émissions de gaz à effet de serre de la ville de moitié d'ici 2032 et en totalité d'ici 2050. Ce projet renforcerait les normes d'efficacité énergétique pour les bâtiments existants et nouveaux, financerait des projets d'énergies renouvelables par une *Green Bank* et fixerait le niveau des taxes sur les véhicules en fonction de leurs normes d'efficacité énergétique. Un vote final est prévu avant la fin de l'année ([Washington Post](#) 27 novembre).

La consommation de charbon au plus bas depuis 39 ans

La consommation totale de charbon des États-Unis en 2018 devrait être en baisse de 4% par rapport à 2017, s'établissant à 630 millions de tonnes, selon les dernières [prévisions](#) de l'agence d'information sur l'énergie (EIA). Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis 1979. La consommation de charbon aux États-Unis est en déclin depuis 2007, principalement en raison de la diminution de l'utilisation du charbon dans le secteur de la production électrique.

Des multinationales américaines à la recherche de nouvelles opportunités sur les énergies renouvelables en Europe

Au cours des neuf premiers mois de 2018, les entreprises américaines ont conclu des contrats d'approvisionnement portant sur plus de 5 gigawatts de capacités d'énergies renouvelables - principalement de l'électricité générée (ou qui sera produite) par des projets solaires et éoliens aux États-Unis (contrats d'approvisionnement de long terme dits « *Power Purchase Agreements* (PPA) »). C'est plus que pour l'ensemble de 2017, et le

quatrième trimestre a été marqué par l'annonce de nombreux nouveaux PPA par des entreprises telles que *Microsoft*, *Cargill*, *Walmart* et *Iron Mountain*. Ces entreprises et d'autres multinationales sont à présent à la recherche de nouvelles opportunités, notamment sur les marchés européens. Elles se sont regroupées afin [d'appeler](#) l'Union Européenne à faciliter les transactions sur les énergies renouvelables. Leurs principales revendications concernent l'élimination des barrières réglementaires et administratives, l'amélioration du fonctionnement des mécanismes d'échange des garanties d'origine des énergies renouvelables, la simplification des transactions transfrontalières et le soutien au développement de nouveaux modèles d'achat et de financement des énergies renouvelables. Dans ce contexte, on peut s'attendre à ce que davantage de ces multinationales donnent la priorité à leurs stratégies européennes au cours de l'année à venir. *Google* est un exemple de multinationale déjà présente sur les marchés européens qui a annoncé récemment un investissement de 600 M€ dans un centre de données au Danemark, entièrement alimenté par de l'électricité renouvelable dans le cadre d'un PPA conclu avec trois parcs éoliens en Finlande ([Greenbiz](#), 4 décembre).

Le chiffre de la semaine : ~800 M\$

Il s'agit du montant que représentent les pertes de méthane par torchage sur les terrains fédéraux dans huit États de l'ouest des États-Unis au cours de la dernière décennie, selon [un rapport](#) de la *Wilderness Society* et de *Taxpayers for Common Sense*. Ce rapport est publié alors que la nouvelle réglementation du département de l'Intérieur sur le contrôle des fuites de méthane sur les terrains fédéraux est sur le point d'entrer en vigueur, en assouplissant les dispositions adoptées sous l'administration Obama.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Articles rédigés par : David Krembel et Jérôme Vouland

Revu par : Jonathan Gilad

Date de parution : 7 décembre 2018

Abonnement/désabonnement : [par email](#)